

ÉDITO

La Corse à l'heure des choix

Par François-Xavier DE PERETTI



François-Xavier de Peretti est docteur en philosophie, auteur d'ouvrages et d'articles dans sa discipline, en France et à l'étranger (Allemagne, Belgique, Canada, Chine, Espagne, Italie, Mexique, Roumanie, Pays-Bas). Il a été attaché parlementaire en région parisienne, puis conseiller technique auprès du président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et a exercé des mandats d'élu local à Aix-en-Provence. Il enseigne actuellement au sein du département de philosophie de l'Université d'Aix-Marseille et poursuit des recherches en histoire de la philosophie et en cosmologie rationnelle. D'origine corse, il s'intéresse particulièrement à l'histoire et au devenir de la Corse où il se rend régulièrement.

Un fait identitaire durablement ancré

À l'évidence, le fait identitaire corse n'a cessé de se renforcer, depuis les années 1970 et le détonateur que furent les événements d'Aléria, lorsqu'en 1975, 1200 hommes dépêchés par le gouvernement de l'époque, appuyés par des blindés et des hélicoptères, donnèrent l'assaut à une trentaine de militants armés occupant une ferme viticole de la plaine orientale. Le nationalisme corse, au-delà de la diversité de ses sensibilités, est un fait politique désormais fortement ancré dans la société insulaire, parvenu ces dernières années à largement reconfigurer à son profit le paysage politique de l'île.

Outre une assise électorale certaine, le fait identitaire corse s'appuie sur une communauté linguistique vivante et suffisamment large pour le rester, sur une connaissance et une pratique courante de la langue corse par les jeunes générations, sur des œuvres et des répertoires artistiques - notamment musicaux - étoffés, et d'un point de vue théorique, sur un nombre important d'études sérieuses et approfondies de l'histoire de la Corse et de son peuple permettant sa réappropriation.

La Corse contemporaine assume et revendique une identité et une histoire propres qui ne sont réductibles ni à celles de la péninsule italienne, ni à celles de tel ou tel de ses États anciens ou actuelles régions, ni à celles de la France. La guerre d'indépendance conduite à partir de 1755 par Pascal Paoli, qui incarne aujourd'hui sans conteste la figure du

père de la nation corse, s'est d'ailleurs déroulée sur deux fronts : celui de l'occupation génoise dès 1729, puis celui de l'occupation exclusivement française à compter de la cession, en 1768, de la Corse à la France par Gênes alors dépassée.

De nouvelles générations dynamiques

D'un point de vue démographique et sociologique, la Corse n'est plus une île décapitée par la diaspora de ses élites et d'une partie de ses talents qui lui furent longtemps arrachés. Deux faits doivent être pris en compte : i) Une large majorité de jeunes corses envisage son avenir en Corse, ii) cette jeunesse insulaire est une jeunesse formée que ce soit à l'Université de Corse, dans des universités ou grandes écoles françaises, ou encore à l'étranger. Elle voyage et n'est pas repliée sur elle-même.

Il en résulte que, depuis plus de deux décennies, nombre d'entrepreneurs, de jeunes créateurs d'entreprises en particulier, de dirigeants de sociétés et d'administrations, de prestataires de services de haut niveau, d'intellectuels et d'artistes dyna-

misent la vie et l'économie insulaires. La Corse rattrape, sans mal, le retard auquel elle a été longtemps soumise en matière économique et a connu une croissance plus soutenue que les régions françaises à partir de 2000. Cela est d'autant plus net que son activité de type industriel, traditionnellement peu développée, ne la singularise plus dans une Europe qui s'est elle-même largement désindustrialisée. De ce fait, l'attachement des Corses à leur tradition se conjugue aujourd'hui avec un dynamisme avéré, une ouverture au monde et à la compétitivité, mondialisation oblige.

Aussi est-il temps de tordre le coup à l'idée que la Corse ne vivrait que sous dépendance de son tourisme et des subsides de l'État français ou de l'Union européenne. L'évolution de son économie est plus rapide, diversifiée et créative que beaucoup ne l'imaginent, vu de loin. Autrement dit, elle dispose humainement et économiquement de ressources moins dérisoires que certains veulent le croire pour envisager son avenir, qui ne ressemble déjà plus à celui d'une région pauvre, où des vagues de touristes côtoient deux mois dans l'année quelques troupeaux de chèvres éparses.



Trois attitudes possibles

Face à ces mutations mentales, politiques, sociologiques, économiques profondes, trop sommairement esquissées ici, et qui se sont accomplies en une à deux générations seulement, trois attitudes restent politiquement possibles.

La première attitude est évidemment le déni. Disons qu'elle a globalement prévalu dans les sphères politiques et administratives françaises jusqu'à aujourd'hui. Cette attitude repose sur une surévaluation de ce qui unit historiquement la Corse à la France, à l'heure où l'école de la République française n'impose plus ses modèles et sa vision du monde, à l'heure aussi où finit de s'effacer le lien du sang versé avec la disparition des générations de Corses qui se sont battus pour la France lors des guerres du XXe siècle. Elle accrédite l'idée, certainement fautive, qu'une majorité silencieuse restera toujours fidèle à la France. Une interprétation biaisée de l'échec, il y a déjà près de vingt ans, en 2003, du référendum Sarkozy (à l'époque ministre de l'Intérieur) peut entretenir ce faux-semblant, alors que les raisons en sont complexes et qu'elles appartiennent à un tout autre contexte.

La seconde attitude politiquement possible pourrait être qualifiée de cynique et d'attentiste, consistant à se dire grosso modo : « Ils finiront bien par se calmer ». Une telle stratégie pourrait s'attacher à considérer que finalement tout change un jour. On peut ainsi conjecturer et espérer que le nationalisme corse fondé sur une convergence de facteurs politiques, historiques et contingents, s'affaiblira avec le temps; et que le sentiment d'attachement à la France, certes aujourd'hui mis à mal, renaîtra et s'imposera à nouveau sous l'aiguillon du besoin de s'adosser à une nation plus grande et de bénéficier de sa manne financière. Un tel choix se bercerait, à notre sens, d'illusions pour les raisons durables que nous avons évoquées plus haut.

La troisième attitude est de ne pas se contenter d'une politique d'apaisement à la suite des émeutes qui ont secoué l'île au printemps dernier ou encore de jouer la montre, mais d'enfin permettre l'accès de la Corse à une large autonomie. L'apaisement, le vrai, ne sera qu'à ce prix. Cette autonomie, qui reste à penser et à construire, ne peut pas être une coquille vide n'abritant qu'un chapelet de compétences symboliques. Il s'agit donc d'accepter de prendre, depuis Paris, une décision lourde de sens, une décision historique qui permette réellement aux Corses de décider librement de leur destin sur les questions d'ordre insulaire. Le gouvernement français, a confié à son ministre de l'Intérieur, cet été, les pouvoirs les plus étendus pour ouvrir et mener à bien un processus de discussion qui n'écarte pas l'option d'une autonomie de la Corse. Il dispose pour cela d'interlocuteurs insulaires crédibles, responsables et intelligents. Il devrait saisir cette chance sans tarder ●

REGARD D'EXPERT

Comment interpréter les visites de Mohamed Ben Salman en Grèce et en France ?

Par **Bertrand BESANCENOT**



Bertrand BESANCENOT est senior advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Le prince héritier saoudien a effectué fin juillet une double visite en Europe, à Athènes et à Paris.

En Grèce, ce voyage a été l'occasion de signer plusieurs accords en matière d'énergie, de technologie, de communications et de défense.

Le prince a déclaré que les investissements saoudiens feraient de la Grèce un hub énergétique pour la distribution d'hydrogène vert dans le sud-est de l'Europe. Par ailleurs, la société de télécommunications grecque TSSA a signé un contrat de 850 millions de dollars avec son homologue saoudienne STC " pour construire un corridor de données entre le royaume et l'Europe à travers un réseau moderne de fibres optiques à haute capacité ". On se souvient également qu'au début de l'année, la Grèce avait déployé en Arabie une batterie de missiles Patriot servie par 200 hommes ; et il semble que la Grèce fournisse la Défense aérienne de la cité industrielle de Yanbu et du projet urbain NEOM, dans l'Ouest du royaume.

En France, les entretiens entre le président Macron et MBS ont eu un caractère essentiellement politique, en passant en revue les diverses tensions régionales et internationales actuelles.

Il est intéressant de relever que la presse américaine a mis en parallèle les résultats posi-

tifs de cette double visite en Europe et l'absence de concessions saoudiennes au président Biden lors de sa visite à Riyad le 15 juillet. En réalité il y a pourtant eu apparemment la signature d'un contrat de 3 Mds \$ pour l'acquisition par l'Arabie Saoudite de missiles Thaad.

Il est cependant exact que le choix par MBS de visiter Athènes et Paris (après une tournée en Égypte et en Turquie notamment) n'est pas sans signification. À un moment où Riyad conserve ses doutes sur la fiabilité de l'engagement américain auprès de ses alliés Arabes du Golfe – perplexité entretenue par la perspective de la signature de l'accord nucléaire avec l'Iran – il est clair que la diplomatie saoudienne souhaite diversifier ses partenariats : avec la Chine (premier partenaire commercial), avec la Russie (partenaire pétrolier important dans le cadre de l'OPEP +), avec les Européens et probablement en rejoignant les BRICS.

Or aujourd'hui, la France apparaît comme le leader politique de l'Europe et a des capacités militaires dans le Golfe ; et la Grèce est un allié proche de Paris, notamment dans le domaine de la Défense.

Ces deux pays ont par ailleurs des relations délicates avec Ankara, ce qui constitue pour Riyad un élément éventuel de pression sur Erdogan qui – malgré sa réconciliation avec MBS – conserve des liens étroits avec l'Iran, comme on l'a vu lors du sommet tripartite Poutine-Raïssi-Erdogan à Téhéran en juillet.

Il est cependant vrai que les Saoudiens, tout en gardant leurs préventions à l'égard du régime iranien, poursuivent eux-mêmes un dialogue discret avec Téhéran, qui pourrait aboutir à la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays.

Cela montre que la diplomatie saoudienne se veut pragmatique et tient compte de la complexité de la nouvelle donne internationale afin de garder ses options ouvertes, même si la plupart des observateurs estiment que Riyad espère un retour des Républicains à Washington.

Cette recherche actuelle par l'Arabie Saoudite d'une diversification de ses partenaires constitue néanmoins une opportunité intéressante pour la France – et son allié grec – que nous devons exploiter ●



REGARD D'EXPERT

Quelle rentrée politique en Allemagne ?

Par **Michel MEYER**



Écrivain et journaliste, Michel MEYER a été correspondant en Allemagne pendant une quinzaine d'années au service de la télévision publique française, au point de devenir un des meilleurs connaisseurs de sa culture. Il devient ensuite directeur de l'information de Radio France, avant de participer à la création de France Info en 1987. Il a également publié plusieurs ouvrages, notamment son « Dictionnaire amoureux de l'Allemagne » aux éditions Plon, en 2019.

Malgré de forts atteroiements, des bruits de couloirs et des simulacres, les jeux de pouvoirs ne sont en rien clos et stabilisés au sein de la coalition gouvernementale actuellement aux manettes à Berlin.

Le procès en amateurisme intenté contre Annalena Baerbock, la qualifiant d'incompétente et brouillonne, et qui a entaché le bon déroulement de sa campagne préélectorale de 2021, s'est à présent calmé. Désormais, c'est un quasi sans faute que la ministre réalise à la tête du ministère des Affaires étrangères allemandes ; avec pour effet d'accompagner l'entrée en scène effective du vice-chancelier allemand Robert Habeck. À la fois roué et anguleux, cet ingénieur et écrivain a su, d'entrée de jeu, renvoyer au second rang le libéral Christian Lindner, rigide ministre libéral des Finances, pilote de bolides Porsche et « Mister zéro déficit » dogmatique.

Dans un tel contexte où les forces politiques en présence et les jeux de rôles sont désormais assumés, de son côté, le candidat chancelier social-démocrate Olaf Scholz a dû péniblement jouer sa propre partition. Il a d'abord réussi l'exploit de génialement escamoter son passé rouge vif de gauchiste sectaire ; puis à opérer une volte-face sur les livraisons d'armes lourdes allemandes à l'Ukraine, qui sont soudainement devenues possibles. Ce retournement de situation a dévoilé un dirigeant prudent et calculateur qui, ce lundi 29 août à Prague, face à une assemblée gagnée d'avance, a su prôner l'« Europe géopolitique comme seule et unique réponse au changement d'époque ». Depuis la mise en place du nouveau gouvernement de Berlin, force est de constater

que les confusions et maladroites ne sont plus aussi fréquentes dans la gestion erratique du chancelier Scholz, et ce, bien qu'un éditorialiste allemand important du Handelsblatt, ait osé faire remarquer qu'au regard de l'écho du discours de la Sorbonne de 2017 du président français, les propos actuels de Olaf Scholz n'avaient pas la portée de ceux d'Emmanuel Macron. Cette louange a obligé le chef d'Etat français, de son côté, à saluer un discours s'inscrivant dans le « droit fil » de la stratégie macronienne de souveraineté européenne, ajoutant : « nous avons posé le cadre et j'ai plaisir à constater que ce cadre s'est généralisé. Il a été progressivement adopté par l'Europe entière et il est maintenant assumé par l'Allemagne ». Il y a effectivement cinq ans, Angela Merkel était restée muette après le discours de la Sorbonne d'Emmanuel Macron, s'abstenant de commenter les propositions européennes phares d'un président de la République française fraîchement élu. Une omission qui, en son temps, lui fut largement reprochée. À l'inverse, le jeudi 1er septembre, le chef d'Etat français a salué « le discours de Prague » de son homologue Olaf Scholz, prononcé deux jours plus tôt à l'université Charles de Prague.

L'exercice avait pour but d'esquisser le changement d'époque - la Zeitwende en allemand - dans lequel est entraînée l'Union européenne, confrontée à la guerre Ukraine / Russie et à l'élargissement croissant de ses États membres. A cette occasion, il a amené une proposition phare : la fin du droit de veto. Outre-Rhin, les commentateurs sont restés sur leur faim. Le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung a perçu le discours du chancelier comme quelque chose écrit par des bureaucrates du gouvernement de Berlin pour des bureaucrates des gouvernements des autres capitales, qui passe complètement à côté de la vie de la plupart des gens normaux.

Par ailleurs, un scandale financier vient jeter une ombre sur la carrière d'Olaf Scholz : le chancelier fédéral, ancien maire de la ville-état de Hambourg, serait étroitement lié au scandale de fraude fiscale dit des CumEx Files,

qui élabore la vie politique allemande depuis plusieurs années. Olaf Scholz serait ainsi impliqué localement dans des manœuvres politico-financières ayant permis à une grande banque de Hambourg, lorsqu'il en était le maire, de limiter les dégâts dans cette affaire d'optimisation fiscale, notamment par la prescription de 47 millions d'euros de rattrapages d'impôts. Naturellement, il n'est pas étonnant que Robert Habeck, depuis le ministère de l'Économie, autant qu'Annalena Baerbock, depuis le ministère des Affaires étrangères, surveillent scrupuleusement l'évolution de ce dossier.

Pour autant, ces derniers restent concentrés sur leurs tâches essentielles consistant à trouver des solutions de remplacement pour couvrir les besoins en gaz, hydrocarbures, électricité et autres métaux ou matières premières des différents secteurs domestiques et industriels allemands ; notamment en allant démarcher – plutôt vainement – les Émirats des pays du Golfe et autres fournisseurs mondiaux. Et ce, sans pourtant trop oser laisser de côté les recours contributifs aux éoliennes, à l'électricité nucléaire et au tout hydrogène. Robert Habeck a d'ailleurs décidé de prolonger de trois mois, deux des trois dernières centrales nucléaires allemandes, qui seront utilisables pour apporter une contribution supplémentaire au réseau électrique. Dit clairement, le quota d'hydrocarbures concédé par Poutine à l'Allemagne le 26 juillet ne sera couvert qu'à 40%, ce qui empêchera bientôt de chauffer des espaces de bureaux, des salles de classe et autres lieux adéquats, sauf à considérer – ce qui se dit sous le manteau – qu'il sera impossible de s'en sortir sans en passer par l'importation d'une copieuse part d'électricité nucléaire.

Ces réflexions se font bien sûr sans négliger les autres sources relais, telles que le gaz de schiste (Schiefergaz ou Fracking), qui pourraient permettre, dans un futur lointain, d'assurer à l'Allemagne une marge de manœuvre énergétique additive de 20%. Une perspective à propos de laquelle Robert Habeck, assez bravache pour visiblement se rassurer, explique que cela ne devrait pas relever d'une « police du chauffage » (...) car l'Allemagne, dit-il, est « un pays puissant, doté de marges de manœuvres sociétales volontaristes appréciables ». L'objectif est de démontrer

à Poutine à quel point les Allemands resteraient forts. C'est ainsi que, dans la plupart des grandes villes allemandes, plusieurs membres de l'équipe d'Habeck craignent très sérieusement des soulèvements populaires, d'autant que le jeu pervers de Poutine, qui agit par exemple la menace de coupures ou de réductions d'électricité, inquiète les ménages allemands.

En revanche, certes l'Allemagne est complètement en déroute sur ses approvisionnements énergétiques vitaux, mais elle le sera beaucoup moins sur le plan de sa défense. En effet, dès le 28 février 2022, le Chancelier Scholz, en prenant de vitesse ses outsiders pacifistes Habeck et Baerbock, a brisé un tabou en annonçant une augmentation spectaculaire du budget allemand de la défense. L'Allemagne a ainsi annoncé un virage à 180 degrés de sa posture militaire, ce qui constitue une véritable révolution géopolitique, explicable par la déclaration de guerre poutinienne, à laquelle le gouvernement précédent d'Angela Merkel ne s'était jamais résolu. Il en va désormais complètement autrement depuis la création d'un fonds de 100 milliards d'euros destinés à renforcer les capacités de défense du pays ●

REGARD D'EXPERT

La propagande d'hier, fake news d'aujourd'hui ?

Par Emeline Invernizzi



Diplômée d'un master en Communication et Edition Numérique, mais aussi d'une licence en Lettres Modernes, Emeline Invernizzi a suivi un parcours orienté vers la littérature et le cinéma. Elle aime particulièrement

les campagnes de communication originales et créatives. Après une expérience en tant que Web Master dans l'événementiel en très haute montagne, Emeline a rejoint l'équipe Antidox en tant que consultante spécialisée en social medias.

Les propos tenus par Ségolène Royal lors de son passage sur BFM Story jeudi dernier ont provoqué un véritable tollé. Invitée par Alain Duhamel pour un face à face, l'ancienne ministre a dénoncé une « propagande de guerre par la peur », tout en remettant en cause les crimes de guerre rapportés par Kiev dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie, notamment dans la ville de Marioupol. Elle explique notamment son propos par le manque d'informations relatives aux événements : « Le nom des victimes est resté inconnu, alors qu'à l'heure des téléphones portables, on les aurait eus ». Les débats vifs provoqués par ces déclarations interrogent sur la manière de rendre une propagande crédible aux yeux du public.



La propagande : nouvelle victime du digital ?

Si les grandes guerres qui ont rythmé le XXème siècle inondaient l'esprit des citoyens à coup d'affiches, de slogans poignants, de caricatures, de discours radiophoniques et télévisuels pour les plus modernes, cette propagande apparaît aujourd'hui largement révolue.

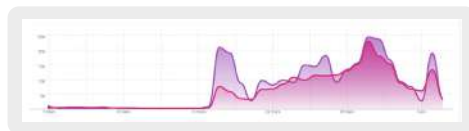
Avec l'avènement du digital et la multiplication des médias, le risque d'une propagande au niveau national et/ou international semble faible, puisque chacun peut avoir accès à l'information depuis son téléphone portable. Les dates, les images, le son, les méta-données, les témoignages, tout est passé au crible pour assurer la véracité des propos exprimés, à la télévision comme sur la toile numérique. Si l'on écarte de cette hypothèse les pays soumis à une dictature, comme la Corée du Nord, la multitude des médias et la liberté d'expression favorisent ce droit à l'information et écartent l'idée d'une pensée unique.

Le temps des fake news et du complotisme permanent

Dans les pays démocratiques, chacun de nous peut devenir son propre média. Grâce aux valeurs de nos pays, chacun peut devenir son propre média et exprimer son opinion ou remettre en cause les

idées majoritaires. Paola Sedda, maîtresse de conférences à l'Université de Lille, a notamment appelé cela « l'Internet contestataire » par la volonté d'« émancipation ». Si, a priori, cette floraison de médias alternatifs est une arme contre une pensée dite unique, la propagande ne peut-elle pas aussi les utiliser pour relativiser ou nier des faits et ainsi instiller le doute dans l'esprit de nos contemporains ?

Ces dernières années, les fake news ont déferlé sur les réseaux sociaux, jusqu'à contaminer certains médias dits « main stream ». La pandémie de Covid-19 a fourni une occasion rêvée pour nourrir un déferlement de propos conspirationnistes, comme l'illustre le succès du film "Hold-up". Se servant d'un climat de défiance envers le gouvernement français, d'intervenants « qualifiés » dont l'expertise devrait être reconnue, mais aussi d'images et d'informations sorties de leur contexte, le documentaire réunit tous les ingrédients nécessaires pour faire passer aux yeux du public son « infox » comme « info ».



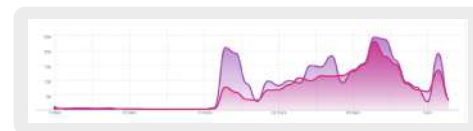
En 5 mois, le film Hold-Up a comptabilisé 86,2k mentions et a réuni 3,3M d'engagements. Que cela soit positivement ou en le critiquant, les plus

grands médias ont relayé ce documentaire, comme Le Monde.

Si les fake news se révèlent aussi dangereuses, c'est parce qu'elles réunissent tous ces éléments, et surtout parce qu'elles se disent "pour la vérité" et en faveur du peuple. Les théories du complot abondent tellement qu'une partie des citoyens, de plus en plus importante au fil du temps, ne croit plus en rien. Les faits les mieux documentés s'en trouvent remis en doute par des citoyens déboussolés qui ne croient plus ni aux scientifiques, ni aux représentants de l'Etat, ni aux experts.

Le nouveau visage de la propagande

C'est dans ce contexte que la propagande peut prospérer, à l'ère du doute et du complotisme omniprésent. Le régime de Vladimir Poutine s'est approprié ce contexte en intervenant dans les élections américaines de 2016 comme française de 2017. Il s'agit d'affaiblir l'Occident en divisant sa population, et quand ceci est possible favoriser l'arrivée au pouvoir de gouvernements favorables à ses intérêts. La guerre en Ukraine constitue évidemment un terrain propice à la propagande, qui peut venir de chacun des côtés. La Russie en maîtrise les codes et les vecteurs, et malgré le travail de reporters et d'ONG sur le terrain, sa propagande et son déni systématique des événements les plus accablants pour elle sont systématiquement démentis. Les propos tenus par Ségolène Royal se situent dans le droit fil de la propagande, a souligné Patrick Cohen dans l'émission C à vous, le 2 septembre. Après avoir expliqué les manipulations de l'opinion, notamment grâce aux influenceurs « qui auront toujours 1000 fois plus d'influence que n'importe quel discours de Vladimir Poutine. La preuve hier avec une chroniqueuse de BFM TV, qui relaie tranquillement le langage de Moscou ».



Entre le 2 et le 8 septembre, la polémique autour de Ségolène Royal et de ses propos sur l'Ukraine ont suscité pas moins de 22k mentions et 134,8k engagements.

D'où l'importance d'une presse d'investigation compétente et neutre pour tenter de contrer le relativisme ambiant, le doute permanent que provoquent les fake news, devenues en prenant les codes du XXIème siècle le nouveau visage de la propagande d'hier ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.